



ProximA International LLP - Newsletter

Cette newsletter existe en Anglais et en Français.

Novembre 2024

Perspectives Bancaires 2025 en Afrique : Aperçu des Réformes au Maroc, en RDC, en Algérie, au Cameroun, au Nigeria, en Angola, au Sénégal, en Côte d' Ivoire, au Congo, au Ghana, au Bénin et au Burkina Faso.

L'année 2024 a été un tournant décisif pour les systèmes bancaires africains, alors que de nombreux pays ont entrepris des réformes importantes pour moderniser leurs secteurs financiers, améliorer l'inclusion financière, et renforcer la stabilité économique. Chaque pays se concentre sur des approches adaptées à ses besoins spécifiques, qu'il s'agisse de favoriser l'innovation technologique, de stabiliser sa monnaie ou d'améliorer la transparence. Cette newsletter évoque les récentes réformes bancaires et les perspectives pour 2025 dans douze pays, tels que le Maroc, la RDC, l'Algérie, le Cameroun, le Nigeria, l'Angola, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Ghana, le Bénin, et le Burkina Faso.

Maroc : renforcement de la résilience financière et inclusion bancaire

Un des meilleurs élèves africains du secteur bancaire, le Maroc en 2024 a poursuivi une trajectoire de modernisation rapide de son secteur, avec une forte accentuation sur la résilience financière et l'inclusion. Dans le cadre de la Stratégie nationale d'inclusion financière 2022-2025, le gouvernement marocain s'est engagé à étendre les services financiers à une plus grande partie de la population, en particulier dans les régions rurales souvent sous-bancarisées. Cela a été rendu possible par l'essor des services bancaires mobiles, qui ont considérablement augmenté leur pénétration dans le pays.

Le secteur bancaire marocain a également bénéficié de nouvelles régulations incitant les banques à adopter des technologies innovantes. Cela inclut des incitations à l'utilisation de blockchains et d'intelligence artificielle dans les systèmes bancaires, ce qui permet d'améliorer la sécurité des transactions et d'optimiser les processus internes. En outre, les fintechs ont été particulièrement encouragées, avec des programmes de soutien pour faciliter l'innovation dans les services de paiement et de crédit numériques.



Perspectives pour 2025 : le Maroc envisage de formaliser l'utilisation des cryptomonnaies au sein de son cadre réglementaire, offrant ainsi un environnement sécurisé pour ces nouveaux actifs. En parallèle, le pays continuera à promouvoir l'inclusion financière, avec des objectifs ambitieux pour atteindre un plus grand nombre de citoyens non bancarisés à travers des partenariats avec des acteurs fintech locaux et internationaux.

RDC : digitalisation et lutte contre la corruption

En République Démocratique du Congo (RDC), le secteur bancaire est en plein renouveau. En 2024, la Banque Centrale du Congo (BCC) a entrepris de profondes réformes visant à renforcer la gouvernance et la transparence dans un secteur souvent critiqué pour son manque de régulation. La RDC s'est concentrée sur la lutte contre la corruption, avec des mécanismes de surveillance renforcés pour lutter contre le blanchiment d'argent et améliorer la gestion des flux financiers. La mise en place d'un registre centralisé des transactions financières a marqué un progrès significatif dans la lutte contre les activités illicites.

Par ailleurs, la digitalisation des services bancaires a été l'un des développements les plus importants en 2024. Les paiements mobiles et les plateformes numériques ont connu une adoption rapide, facilitant l'accès aux services bancaires pour une grande partie de la population, en particulier dans les zones rurales. Cela a permis d'inclure financièrement des millions de citoyens qui n'avaient jusqu'alors aucun accès aux banques traditionnelles.

Perspectives pour 2025 : l'un des projets phares pour 2025 sera l'introduction de la monnaie numérique de banque centrale (MNBC). Cette initiative vise à encourager les paiements électroniques tout en réduisant les risques liés à la manipulation de liquidités dans un pays où la sécurité reste un enjeu majeur. La MNBC devrait également favoriser la transparence des transactions et améliorer la gouvernance financière.

Algérie : réformes pour encourager l'investissement étranger et modernisation du secteur

L'Algérie a entrepris en 2024 des réformes majeures pour moderniser son secteur bancaire, autrefois dominé par les banques publiques. Le pays s'efforce de devenir un pôle attractif pour les investissements étrangers, notamment en assouplissant les



restrictions sur les investissements bancaires internationaux. En permettant aux banques privées d'accéder à de nouveaux capitaux étrangers, l'Algérie espère dynamiser la concurrence et moderniser son système financier, tout en diversifiant les sources de financement de son économie, traditionnellement centrée sur les hydrocarbures.

L'introduction de la finance islamique a été un autre point marquant en 2024. En réponse à une demande croissante pour des produits conformes à la Charia, le gouvernement a facilité l'accès à ces services financiers, augmentant ainsi le choix offert aux consommateurs tout en attirant des segments de la population qui étaient auparavant exclus des services bancaires.

Perspectives pour 2025 : en 2025, l'Algérie prévoit d'initier des programmes de finance verte pour encourager les banques à financer des projets durables, tels que les énergies renouvelables et les infrastructures vertes. La création de l'Observatoire national de la finance verte permettra de réguler ces nouveaux investissements, aidant ainsi le pays à atteindre ses objectifs en matière de transition énergétique et d'économie durable.

Cameroun : centralisation de la gouvernance bancaire et développement de la micro-finance

En 2024, le Cameroun a mis en œuvre des réformes cruciales pour améliorer la gouvernance dans son secteur bancaire. La Beac (Banque des États de l'Afrique Centrale) a renforcé ses mécanismes de surveillance et d'audit pour éviter la crise des créances douteuses, qui avait affaibli plusieurs banques du pays. La réforme de la gouvernance a permis d'améliorer la transparence dans la gestion des risques et d'assurer une meilleure gestion des actifs bancaires.

Une autre avancée notable a été l'essor des services de micro-finance, particulièrement dans les zones rurales où les grandes banques sont souvent absentes. La digitalisation a été un facteur clé dans cette transformation, avec l'adoption de services bancaires mobiles qui permettent aux PME et aux petites entreprises agricoles d'accéder à des crédits et à des services financiers de base.

Perspectives pour 2025 : le Cameroun envisage de lancer une plateforme numérique régionale de micro-finance pour faciliter l'accès au crédit des petites entreprises. Cette plateforme permettra de centraliser les informations sur les emprunteurs, garantissant



ainsi une gestion plus efficace et transparente des prêts, tout en stimulant l'entrepreneuriat et la création d'emplois dans les régions moins développées du pays.

Nigeria : réforme de la politique de change et promotion des fintechs

Le Nigeria, avec la plus grande économie d'Afrique, a mis en place des réformes significatives en 2024 pour stabiliser le naira, sa monnaie nationale. En réponse aux fluctuations importantes entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle, la Banque centrale du Nigeria a entrepris une réforme de la politique de change afin de réduire les écarts, augmentant ainsi la confiance dans la monnaie. Ce changement a permis de mieux aligner les taux officiels et de marché, ce qui a contribué à stabiliser le système bancaire et à attirer de nouveaux investisseurs.

Par ailleurs, le secteur fintech a connu un essor fulgurant en 2024, soutenu par une législation favorable qui a permis à des milliers de start-ups technologiques de proposer des services innovants, tels que les paiements numériques, les prêts en ligne et les cryptomonnaies. Le Nigeria est désormais un hub pour les fintechs en Afrique, offrant des solutions financières modernes à une population de plus en plus connectée.

Perspectives pour 2025 : le Nigeria prévoit d'introduire une législation plus stricte concernant les cryptomonnaies, visant à protéger les consommateurs tout en soutenant l'innovation dans ce secteur. Le gouvernement espère également renforcer l'infrastructure pour les paiements mobiles, faisant du Nigeria un leader africain dans les technologies financières.

Angola : stabilisation du système bancaire et réduction de la dollarisation

L'Angola a concentré ses efforts en 2024 sur la stabilisation de son secteur bancaire, affecté par une forte dollarisation de l'économie. Le gouvernement angolais a lancé des politiques visant à encourager l'utilisation du kwanza dans les transactions courantes, afin de renforcer la monnaie locale et de réduire la dépendance à l'égard des devises étrangères. En parallèle, la Banque Nationale d'Angola (BNA) a pris des mesures pour améliorer la gouvernance des banques et renforcer leurs bilans à travers une meilleure capitalisation et la gestion des créances douteuses.



L'Angola a également réduit sa dette extérieure, une décision stratégique qui a permis de libérer des ressources pour des investissements internes dans les infrastructures bancaires et économiques. La BNA a modernisé ses systèmes de gestion des risques pour éviter les crises bancaires futures, tout en facilitant l'accès au crédit pour les entreprises locales.

Perspectives pour 2025 : Le gouvernement prévoit d'encourager les investissements dans les fintechs et les technologies bancaires avancées comme la blockchain, tout en promouvant la diversification économique grâce à un secteur bancaire plus résilient et mieux régulé.

Sénégal : expansion des services bancaires mobiles et digitalisation

Le Sénégal a renforcé en 2024 sa stratégie d'inclusion financière avec une expansion massive des services bancaires mobiles. Grâce à des partenariats public-privé, le pays a vu une augmentation significative du nombre d'utilisateurs de services bancaires numériques, en particulier dans les zones rurales où l'accès aux banques traditionnelles reste limité. Cette initiative a permis d'atteindre des segments de la population jusqu'alors exclus du système bancaire, avec des solutions de ****paiements mobiles**** et des plateformes numériques faciles d'accès.

En outre, la BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) a mis en place des réformes pour soutenir l'innovation dans les fintechs et favoriser l'émergence de nouveaux acteurs sur le marché des paiements numériques.

Perspectives pour 2025 : le Sénégal prévoit de renforcer son leadership en Afrique de l'Ouest en matière de finance numérique, avec de nouveaux projets pour créer une plateforme de micro-finance digitale permettant aux PME et aux particuliers d'accéder plus facilement à des services financiers. Le pays continuera à moderniser ses infrastructures de paiement pour garantir des transactions sûres et efficaces.

Côte d'Ivoire : financement de l'agriculture et inclusion financière

En 2024, la Côte d'Ivoire a fait des progrès considérables dans la promotion de l'inclusion financière, notamment à travers des réformes visant à améliorer l'accès au financement pour le secteur agricole. Le gouvernement a mis en place des mécanismes de



financement agricole permettant aux petits agriculteurs d'accéder à des prêts à des conditions avantageuses. Cela a été rendu possible grâce à des partenariats entre les banques locales et des organismes internationaux, ainsi qu'à l'appui de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Ces initiatives ont permis de mieux intégrer les agriculteurs et les petites entreprises dans le système financier formel, stimulant ainsi la croissance économique dans les zones rurales.

Perspectives pour 2025 : la Côte d'Ivoire prévoit de lancer une plateforme nationale de financement agricole en 2025 pour faciliter l'accès aux crédits pour les agriculteurs. Cette plateforme mettra l'accent sur la transparence et la rapidité des processus de financement, tout en garantissant une meilleure répartition des ressources financières à travers le pays.

Congo : réforme de la régulation bancaire et amélioration de la gouvernance

Le Congo a entrepris des réformes bancaires en 2024 pour améliorer la gouvernance du secteur financier, en réponse à la nécessité de restaurer la confiance dans un secteur affaibli par les créances douteuses et une mauvaise gestion des prêts. La Banque Centrale du Congo a renforcé les exigences en matière de capital et a mis en place des régulations plus strictes pour surveiller les activités des banques, en particulier les banques publiques.

La digitalisation des services financiers a également progressé, avec l'adoption des paiements mobiles, particulièrement dans les zones urbaines. Cela a permis d'accroître l'accès aux services financiers pour des milliers de personnes.

Perspectives pour 2025 : le Congo envisage de créer un cadre de régulation plus strict pour améliorer la transparence et la gestion des risques dans le secteur bancaire. Par ailleurs, des initiatives pour encourager l'adoption de services financiers numériques dans les zones rurales sont prévues.

Ghana : modernisation du secteur bancaire et adoption des paiements mobiles



Le Ghana a poursuivi en 2024 son programme de modernisation du secteur bancaire avec une forte accentuation sur la digitalisation. L'adoption des paiements mobiles a explosé, soutenue par une collaboration entre le gouvernement et les entreprises fintech. Ces initiatives ont permis de mieux intégrer les populations rurales et de faciliter l'accès aux services financiers pour les personnes traditionnellement exclues des banques.

Les banques ghanéennes ont investi dans la modernisation des infrastructures technologiques pour faciliter l'adoption des paiements sans contact et des portefeuilles électroniques ce qui a permis de fluidifier les transactions et d'améliorer la sécurité des opérations bancaires.

Perspectives pour 2025 : le Ghana prévoit de lancer une monnaie numérique de banque centrale (MNBC) pour compléter les paiements mobiles et renforcer la sécurité des transactions électroniques. Cette initiative vise à réduire la dépendance à l'égard des liquidités tout en rendant les services financiers plus accessibles et sécurisés.

Bénin : développement de la micro-finance et encouragement de l'innovation

En 2024, le Bénin a concentré ses efforts sur le développement de la micro-finance, en introduisant des réformes pour améliorer l'accès au crédit pour les entrepreneurs et les petites entreprises. Cela a été rendu possible grâce à une collaboration entre le gouvernement et des banques locales, visant à dynamiser l'économie rurale à travers des prêts accessibles aux petites structures.

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a également encouragé l'innovation dans le secteur bancaire en introduisant des régulations pour favoriser l'émergence des fintechs locales. Cela a permis à des start-ups d'offrir des services bancaires mobiles et des solutions de paiement numérique adaptées aux besoins des populations non bancarisées.

Perspectives pour 2025 : le gouvernement béninois prévoit d'introduire une loi sur les fintechs en 2025 pour renforcer le cadre réglementaire et encourager l'innovation dans les services financiers. En parallèle, des initiatives seront mises en place pour développer l'accès au financement pour les petites entreprises rurales.



Burkina Faso : inclusion financière et micro-crédit

En 2024, le Burkina Faso a poursuivi son programme d'inclusion financière en élargissant l'accès aux services de micro-crédit et aux services bancaires mobiles. Ces réformes ont permis à des millions de personnes, en particulier dans les zones rurales, d'accéder à des financements pour démarrer ou développer leurs entreprises. Le gouvernement, en collaboration avec des banques locales et des ONG, a également mis en place des programmes spécifiques pour soutenir les femmes entrepreneures.

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a introduit des mesures pour garantir une meilleure protection des consommateurs et une transparence accrue dans la gestion des prêts, réduisant ainsi les risques pour les emprunteurs.

Perspectives pour 2025 : le Burkina Faso prévoit de lancer une stratégie nationale d'inclusion financière, avec un objectif ambitieux d'étendre les services bancaires à 70 % de la population d'ici 2025. Des partenariats public-privé seront renforcés pour soutenir les infrastructures financières et garantir un accès accru aux services financiers pour les populations rurales et les petites entreprises.

L'année 2024 a été marquée par des réformes bancaires majeures dans plusieurs pays africains, axées sur la digitalisation, l'inclusion financière, et la transparence. Les monnaies numériques et les fintechs jouent un rôle crucial dans ces transformations, offrant des solutions innovantes pour améliorer l'accès aux services financiers et renforcer la stabilité économique. Les perspectives pour 2025 montrent que ces pays continueront à s'adapter aux évolutions technologiques tout en mettant en place des réformes pour assurer une croissance inclusive et une plus grande résilience financière.